



Agence Nationale d'Investissement
des Collectivités Territoriales

Conférence Régionale

Quels mécanismes pour un financement efficace de
l'adaptation des collectivités territoriales au Sahel ?
Leçons apprises et opportunités pour la mise à l'échelle

du 24 au 25 avril 2019 à Bamako au Mali

Hôtel de l'Amitié



En partenariat avec le consortium
Décentralisation des Fonds Climat (DFC)



Avec le soutien financier de



Liste des sigles et abréviations

AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ALDEF	Arid Lands Development Focus
ARD	Agence Régionale de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BAD/ACCF	Africa Climate Change Fund
BRACED	Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CFCT	Centre de formation des collectivités territoriales
COP	Conference of Parties
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DANIDA	Agence danoise pour le développement international
DFC	Décentralisation des Fonds Climat
DFID	Department for International Development
FM	Fund Manager
KM	Knowledge Manager
GCF	Green Climate Fund
IED Afrique	Innovation, Environnement et Développement en Afrique
IIED	International Institute for Environment and Development
LDC	Least Developed Countries
LIFE-AR	LDC Initiative for effective Adaptation and Resilience
LOCAL	Local Climate Adaptive Living
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement durable
NEF	Near East Foundation
PMA	Pays les Moins Avancés
PNDL	Programme National de Développement Local
PTF	Partenaires Techniques et financiers
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

Légende

* : Participant à confirmer

1. Contexte et justification

À travers l'accord de Paris, la communauté internationale s'est engagée à mobiliser des ressources financières importantes pour appuyer les efforts des pays en développement pour faire face au changement climatique. Dans ces pays, les transferts de fonds climatiques sont acheminés via des intermédiaires, ce qui les rend chers à cause des frais administratifs et transactionnels. En outre, ces fonds, dont moins de 10% atteignent les communautés locales (Soanes et al. 2017), ne répondent pas forcément aux besoins de ces dernières. Cette situation résulte en grande partie du fait que généralement ils soutiennent des projets à court terme conçus de l'extérieur avec une approche fragmentaire qui limite leur efficacité locale. Pour cette raison, davantage de travail est nécessaire pour développer à l'échelle nationale des dispositifs d'exécution locaux, innovants et plus efficaces.

Des preuves de bonnes pratiques

À travers le programme BRACED (Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters) financé par le DFID (2014-2019), le consortium Décentralisation des Fonds Climat (DFC) a piloté des fonds d'adaptation climatique au Mali et au Sénégal en collaboration étroite avec les communes et les autorités nationales concernées. S'appuyant sur les expériences similaires financées par DFID en Afrique de l'Est, le projet a développé un mécanisme financier qui permet d'acheminer les fonds d'adaptation là où les populations en ont le plus besoin ; une approche qui permet de réconcilier un système de planification de l'adaptation dicté de manière descendante (niveau national) avec un système de renforcement de la résilience pensé et conduit par les communautés et les administrations décentralisées (niveau local).



Cette expérience montre que les dispositifs de décentralisation au Mali et au Sénégal peuvent servir de plateformes viables pour le pilotage de systèmes locaux de planification de l'adaptation. Dans cette perspective, le projet collabore avec des partenaires gouvernementaux afin d'utiliser les structures de décentralisation existantes pour l'acheminement des fonds climatiques internationaux vers les bénéficiaires locaux. À travers ces structures, le dispositif DFC finance des investissements communautaires dans des biens publics

pour soutenir les communautés cibles afin d'améliorer de manière tangible leurs capacités d'anticipation, d'absorption, et d'adaptation via des investissements dans l'accès à l'eau, les moyens de production, et dans la sécurité alimentaire. Au Mali et au Sénégal, le DCF a appuyé la réalisation d'investissements efficaces qui privilégient le local et qui renforcent la résilience de 900 000 bénéficiaires.

Une conférence opportune

Cette conférence permettra de partager des données probantes et des témoignages sur les expériences innovantes, les opportunités et les défis du financement de l'adaptation en Afrique. Elle explorera également les options et modalités pour sécuriser les engagements nécessaires à la mise à l'échelle nationale des expériences DCF au Mali et au Sénégal. Dans cette perspective, la conférence sera également l'occasion de capitaliser sur des initiatives gouvernementales complémentaires comme LIFE-AR (LDC Initiative for effective Adaptation and Resilience) dont l'objectif est de développer des interventions et des investissements pour une adaptation à long terme tout en contribuant au développement et à l'éradication de la pauvreté dans les PMA à l'horizon 2050. La conférence sera une plateforme pour voir la manière dont l'expérience pourrait inspirer les initiatives à grande échelle, intégrées, multisectorielles et menées dans le cadre de LIFE-AR suite à l'annonce du groupe des PMA à la COP 24.

La conférence tirera également profit des initiatives en cours dans les deux pays notamment la candidature du gouvernement du Mali à l'accès direct aux GCF (Green Climate Fund) pour les collectivités territoriales à travers l'ANICT ; et l'institutionnalisation de la plateforme multi-acteurs au Sénégal.

Bien que la dynamique impulsée par ces expériences pilotes soit assez prometteuse, des engagements encore plus significatifs sont nécessaires de la part des parties prenantes à tous les niveaux pour les mettre à l'échelle à travers des modèles de financement décentralisés, basés sur des systèmes de gouvernance intégrés, inclusifs et transparents.

Au niveau national, les gouvernements doivent s'engager à déléguer davantage la prise de décision et le pouvoir discrétionnaire sur les ressources financières aux autorités locales, et veiller à ce que les stratégies nationales d'adaptation intègrent les besoins et les priorités locaux. Les gouvernements locaux doivent renforcer leurs capacités et leur système de planification pour le rendre inclusif, participatif, transparent, et sensible au changement climatique. La communauté des donateurs doit tenir ses engagements de fournir des fonds climatiques aux pays les moins développés – y compris ceux dans des contextes instables. Enfin, les praticiens du développement doivent se demander comment leur appui peut évoluer pour être de plus en plus en accord avec les stratégies et les systèmes menés à l'échelle locale.

2. Objectifs de la conférence

La conférence a pour but de permettre aux différents groupes de parties prenantes de partager leurs expériences et apprentissages afin d'identifier les stratégies viables que les pays du Sahel peuvent adopter pour promouvoir un développement économique adapté au contexte de changement climatique.

Les objectifs spécifiques suivants sont visés :

- Présenter les défis et les opportunités en matière de politique nationale de financement de l'adaptation face au changement climatique ;
- Échanger sur les expériences réussies en matière de financement de l'adaptation locale au Sénégal et au Mali ;
- Inciter des partenaires clés nationaux, régionaux et internationaux au Mali, au Sénégal et dans la sous-région et au-delà à réfléchir sur la voie à suivre et les engagements politiques et financiers nécessaires pour induire un changement transformatif et durable à grande échelle ;
- Faire connaître l'initiative LIFE-AR menée par le groupe des pays les moins développés (LDC, Least Developed Countries), ses liens avec le projet DFC et les opportunités à la disposition des pays du Sahel



3. Contenu

Sous l'égide de Monsieur le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui coprésidera la cérémonie d'ouverture avec son homologue de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, la conférence est organisée par l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) en partenariat avec le consortium DFC (composé de Near East Foundation (NEF, Lead), International Institute for Environment and Development (IIED, UK) et Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique, Sénégal)), BRACED /FM/KM et avec l'appui financier de DFID.

Le but est d'amener les principales parties prenantes qui travaillent au Mali et au Sénégal à partager leurs témoignages, identifier les défis et solutions, et à obtenir leur soutien pour mettre à l'échelle et institutionnaliser l'approche de financement climatique décentralisée comme stratégie permettant aux communautés locales de mener à bien des actions de renforcement de la résilience.

Les discussions se focaliseront sur les thèmes clés suivants :

- Les preuves de la valeur ajoutée du financement décentralisé et des autres expériences du financement de l'adaptation : efficacité, caractère

inclusif, contribution à l'optimisation des ressources financières, et leçons tirées, en s'appuyant sur l'expérience acquise en Afrique de l'Est et de l'Ouest ;

- Les opportunités et défis pour la mise à l'échelle des expériences de financement de l'adaptation locale en termes de qualité et de responsabilité, et de possibilités d'harmonisation des systèmes de finance climatique décentralisés dans chaque pays ;
- L'expérience des collectivités territoriales en matière du renforcement de la résilience : défis et opportunités.
- Les difficultés rencontrées par les Pays les moins développés et les opportunités de réaliser une vision ambitieuse d'une résilience cohérente et intégrée (qui est la base du dispositif LIFE-AR) ;
- Partager l'expérience de l'ANICT en matière d'accès direct au Fonds Vert Climat.

4. Format et résultats attendus

La conférence sera organisée dans un format qui combinera des présentations en plénière et des panels d'experts.

Elle vise à stimuler le soutien nécessaire de la part des gouvernements et des partenaires techniques et financiers, pour appuyer l'institutionnalisation des dispositifs de financement décentralisé du climat au Mali et au Sénégal, à travers des politiques nationales qui soutiennent l'adaptation impulsée par les communautés dans les collectivités territoriales.



5. Méthodologie de la Conférence

La conférence se tiendra sur deux jours.

En visant essentiellement une combinaison fonctionnelle de présentation des thèmes retenus, de témoignages relatifs aux expériences et de débats, la Conférence s'articulera de la manière suivante :

La matinée de la première journée sera dédiée à la cérémonie d'ouverture et à une séance introductive divisée en deux temps :

- Une communication introductive, suivi d'un panel d'experts, sur le thème « Les défis et les opportunités pour le Mali face au changement climatique – le rôle clé des collectivités territoriales » ;
- Un retour d'expérience sur la gestion décentralisée des fonds climat au Sahel à travers l'expérience du projet «Décentralisation des fonds climat au Mali et au Sénégal».

L'après-midi sera consacré à la poursuite des retours d'expérience et panels. Cette séquence verra le partage d'expériences d'initiatives mises en oeuvre au Mali, au Kenya et en Tanzanie, et sera suivie d'un panel d'expert sur le

thème « Les opportunités et défis pour la mise à l'échelle des expériences de financement de l'adaptation locale ».

La matinée de la deuxième journée commencera avec la poursuite des sessions de partage en panel avec cette fois un focus sur l'expérience des collectivités territoriales en matière de renforcement de la résilience.

Ensuite, les participants prendront part à deux sessions stratégiques organisées en plénière et panel sur deux derniers thèmes :

- « Accès aux fonds climat et financement du développement résilient » ;
- « Comment saisir les opportunités pour la décentralisation du financement climat au niveau national ? Vers une feuille de route ».

L'après-midi de la deuxième journée est consacré à la présentation et adoption du projet de rapport de synthèse des travaux et des recommandations et à la cérémonie de clôture.

6. Perspectives de la rencontre

A la suite de la Conférence, des actes de la rencontre seront produits et diffusés. L'ensemble des présentations, la synthèse des débats et des recommandations seront consignés dans ces actes.

L'objectif est de contribuer à un partage connaissance sur les mécanismes pour un financement efficace de l'adaptation des collectivités territoriales au Sahel et contribuer à la préparation d'un plaidoyer pour soutenir le processus d'accréditation de l'ANICT au Mali.

7. Participants

La conférence réunira des représentants des autorités gouvernementales nationales et locales, des membres de la société civile et des praticiens du développement au Mali, au Sénégal, au Kenya et en Tanzanie, des représentants d'organisations régionales et sous-régionales (Banque Africaine de Développement, CEDEAO, UEMOA, CILSS, etc.) et de la communauté internationale de donateurs

(Fonds Vert Climat, Banque Mondiale, DFID, etc.), l'Ambassade des Pays-Bas, SIDA, DANIDA, l'UE, etc. au Mali, des organisations régionales, le programme BRACED (FM, KM, autres programmes intégrés) pour identifier les preuves et les meilleures pratiques, et développer une stratégie commune.

Jour 1 - Mercredi 24 avril 2019

Horaires

Activités

07h30 – 08h00

Inscription et collection des badges

08h00 – 09h00

Session d'ouverture

- Mot de bienvenue de M. Cheick Abba Niaré, Maire de la commune II du district de Bamako
- Mot du Directeur de la Near East Foundation (NEF)
- Mot du Représentant de l'Ambassade de Grande-Bretagne
- Mot de Mme Keïta Aïda N'BO, Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable du Mali
- Discours d'ouverture de M. Mohamed AG ERLAF, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Mali

09h00 – 09h20

Suspension et photo de famille

09h20 – 10h00

Pause – Café

10h00 – 12h00

Session I : Communication introductive

Thème : Les défis et les opportunités pour le Mali face au changement climatique – le rôle clé des collectivités territoriales

Par M. Ousmane Sy - Ancien Ministre, Expert en Décentralisation

Suivi de panel

Panélistes

- Représentant AEDD Mali
- Représentant MEDD Sénégal
- Représentant Kenya
- Représentant Tanzanie

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Youba Sokona*
(Expert International en
Changement
Climatique)

12h00 – 13h00

Session II : Retours d'expériences

Thème : Financement de l'adaptation au changement climatique au Sahel

- **Présentation 1:** Évidences et leçons de l'expérience Décentralisation des Fonds Climat (DFC) au Sénégal et au Mali - M. Bara Gueye (IED Afrique - Sénégal)

Discussion et synthèse par la modératrice

Modératrice

Mme Zenebou Aw
(NEF/ANICT Conseillère
en Changement
Climatique)

13h00 – 14h30

Pause – Déjeuner

14h30 – 15h30

Session II (suite) : Retours d'expériences

- **Présentation 2:** UNCDF Expérience de LoCAL (Mali)
- **Présentation 3:** L'expérience DFC en Tanzanie - Mme Lucy Ssendi (Senior Climate Change Advisor)
- **Présentation 4:** L'expérience DFC au Kenya - M. Ahmed Abdi (Executive Director ALDEF)

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Ced Hesse
(IIED - Chercheur Senior)

15h30 - 17h00

Session III : Panel

Thème : Opportunités et défis pour la mise à l'échelle des expériences de financement de l'adaptation locale au Mali et au Sénégal.

Panélistes

- ANICT (Mali)
- CSE (Sénégal)
- PNDL (Sénégal)
- BAD (Côte d'Ivoire)*

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Adama Sissouma
(Directeur du CFCT)

Jour 2 - Jeudi 25 avril 2019

Horaires

Activités

08h30 - 10h30

Session IV : Panel

Thème : L'expérience des collectivités territoriales en matière de renforcement de la résilience : défis et opportunités

Panélistes

- M. Yaya Boré - Maire de la commune rurale de Dangol Boré (Mali)
- M. Moussa Allaye Cissé - Président du Conseil de Cercle de Mopti (Mali)
- M. Samba Faye Diop - Directeur ARD de Kaffrine (Sénégal)
- M. Baye Niass Cissé - Maire de Nganda (Sénégal)

Discutants

- Mme Harerata Maïga - Présidente du comité communal d'adaptation de Pel-Maoudé (Mali)
- M. Ousmane Ndiaye - Maire de Boulel (Sénégal)
- M. Lassina Kamian - Président du comité communal d'adaptation de Sio (Mali)
- M. Mamadou Gaye - Président de la Commission Environnement et changement climatique du Conseil Départemental de Kaffrine (Sénégal)

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Yacouba Dème
(Directeur Pays NEF-Mali)

10h30 - 11h00

Pause - Café

11h00 - 12h00

Session V : Plénière

Thème : Accès aux fonds climat et financement du développement résilient

- **Présentation 1:** Les difficultés rencontrées par les Pays les Moins Avancés et les opportunités de réaliser une vision ambitieuse d'une résilience cohérente et intégrée - Emmanuel Seck (Enda Energie)*
- **Présentation 2:** L'expérience de l'ANICT en matière d'accès direct au Fonds Vert Climat - Sory Ibrahim Diagouraga (ANICT)*

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Ousseynou Touré*
(PNDL /Sénégal)

12h00 - 13h30

Session VI : Panel

Thème : Comment saisir les opportunités pour la décentralisation du financement climat au niveau national ? Vers une feuille de route

Panélistes

- M. Arona Soumaré (BAD)
- Représentant de l'ANICT (Mali)*
- Représentant du DFID
- M. Dethié Soumaré Ndiaye (CSE - Sénégal)
- Représentant de la Banque Mondiale*

Discussion et synthèse par le modérateur

Modérateur

M. Ousmane Sy
(Ancien Ministre, Expert en Décentralisation)

13h30 - 15h30

Pause - Déjeuner

15h30 - 16h00

Session VII : Présentation et adoption de la synthèse générale des travaux et des recommandations

16h00 - 16h30

Session de clôture de la conférence

- Motions de remerciement
- Intervention du Représentant de l'Ambassade de Grande-Bretagne
- Intervention du Directeur de la Near East Foundation (NEF)
- Discours de clôture du Secrétaire Général du Ministre de l'Administration Territoriales et de la Décentralisation

